

voorzien worden in een oppervlakte van voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimten. Bovendien komen noch het aantal voor individueel gebruik bestemde ruimten van dat gezin noch het aantal bewoners van die ruimten in aanmerking om de oppervlakte van eventuele voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimten te bepalen.

C. ONGEZONDHEIDSCRITERIA — GROEP 3

De functionele ongezondheid is te wijten aan het niet-naleving van volgende criteria.

C.1. Natuurlijke verlichting en verluchting

1° de oppervlakte van het raam of de ramen van ieder woonvertrek moet gelijk zijn aan of groter zijn dan $1/12$ e van de vloeroppervlakte;

2° ieder woonvertrek, sanitaire lokalen inbegrepen, moet voorzien zijn van een raamopening, een rooster of een naar buiten geopende luchtkoker waarvan de oppervlakte van de vrije ruimte in open stand voor de luchtingang meer dan 0,08 % van de vloeroppervlakte bedraagt;

3° de vrije plafondhoogte moet gelijk zijn aan of groter zijn dan 2,20 meter in de dagvertrekken en 2 meter in de nachtvertrekken.

C.2. Inrichting

C.2.1. Iedere eengezinswoning of gemeenschappelijke woning moet voorzien zijn van :

1° minstens één permanent toegankelijk tappunt voor drinkwater;

2° een absoluut veilige elektrische en gasinstallatie;

3° een afvoernet voor het afvalwater, dat aangesloten is op de openbare riolering of een ander gepast systeem waarvan de goede werking verzekerd is;

4° een WC die uitsluitend door de bewoners van de woning gebruikt wordt; indien hij op een gierput aangesloten is, moet hij langs buiten toegankelijk zijn;

5° een systeem dat een vast verwarmingspunt in de woonvertrekken toelaat en absoluut veilig is;

C.2.2. Bovendien moet iedere gemeenschappelijke woning voorzien zijn van minstens :

1° een tappunt voor drinkwater voor individueel gebruik;

2° een tappunt voor drinkwater in elke voor gemeenschappelijk gebruik bestemde ruimte die als keuken dient;

3° een WC zowel per groep of groepgedeelte van 5 ruimten voor individueel gebruik als per groep of groepgedeelte van 7 bewoners;

4° een WC voor maximum twee woonverdiepingen.

C.3. Verkeer

1° om iedere val te voorkomen, moeten de vloeren en houten vloeren effen en standvastig zijn;

2° de trap die naar de woonruimten leidt, moet vast en stabiel zijn en met horizontale treden en een stijve trapleuning uitgerust zijn; bovendien moet hij overeenstemmen met de formule : $2H + G > 50$ cm, mits inachtneming van volgende voorwaarde : $H < G$, waarin H de hoogte is en G de aantrede;

3° de verdiepingsopeningen betreffende hetzij een deur, hetzij een venster waarvan de dorpel zich op minder dan 0,50 meter van de vloer bevindt, moeten voorzien zijn van een balustrade indien ze uitgerust zijn met een opengaand systeem.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 betreffende de voorwaarden waaronder de subsidies voor integratiewoningen worden toegekend.

Namen, 16 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 406

(C - 31046)

23 JANVIER 1997. — Décret visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 2. Le présent décret s'applique aux personnes handicapées admises aux dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Document de l'Assemblée. — Proposition de décret: 25 (1995-1996), n° 1.

Session ordinaire 1996-1997.

Document de l'Assemblée. — Rapport: 25 (1996-1997), n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion: Séance du 20 décembre 1996. — Adoption: Séance du 13 janvier 1997.

Art. 3. Le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées a pour mission de promouvoir la mise au travail et l'adaptation professionnelle des personnes handicapées dans un emploi adéquat:

1. dans les entreprises privées;
2. dans les administrations publiques;
3. en qualité d'indépendant,
4. dans les entreprises de travail adapté.

Art. 4. Le processus global d'intégration sociale et professionnelle précise les différentes formes d'intégration professionnelle qui sont proposées à la personne handicapée compte tenu de ses capacités professionnelles ainsi que les interventions qui peuvent lui être accordées.

CHAPITRE II. — De la mise au travail dans les entreprises privées, dans les administrations publiques et en qualité d'indépendant

Art. 5. En vue de favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées, le Fonds peut:

- 1° a) agréer un contrat d'adaptation professionnelle conclu entre une personne handicapée et un employeur;
- b) octroyer au travailleur une intervention dans les frais de déplacement qu'il encourt pour se rendre à son lieu de travail;
- 2° a) octroyer à l'employeur une intervention dans la rémunération et les charges sociales du travailleur handicapé, en vue de compenser sa perte de rendement; cette intervention est prise en charge, soit en vertu de la Convention collective de travail n° 26 conclue le 15 octobre 1975 au sein du Conseil national du Travail concernant le niveau de rémunération des handicapés occupés dans un emploi normal, soit dans le cadre d'un dispositif mis en place par le Collège et intitulé "prime d'insertion";
- b) octroyer une "prime d'installation" à la personne handicapée qui, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, s'installe en qualité d'indépendant ou qui reprend son activité d'indépendant après une interruption provoquée par un accident ou une maladie et dont la perte de rendement doit être compensée;
- c) octroyer à l'employeur une intervention dans les frais d'adaptation du poste de travail justifiée par la déficience du travailleur en vue, soit d'engager une personne handicapée, soit de favoriser l'accès du travailleur à une fonction qui répond mieux à ses capacités, soit de maintenir au travail une personne qui devient handicapée.

Art. 6. Le travailleur ayant conclu un contrat d'adaptation professionnelle bénéficie d'une rémunération à charge de l'employeur. Le Fonds rembourse une partie de cette rémunération. Le Collège fixe le montant de la rémunération. Le Collège détermine les conditions d'agrément du contrat. Il en fixe le modèle.

Art. 7. Les déplacements du travailleur ne peuvent donner lieu à une intervention du Fonds que si le travailleur est incapable, par suite de sa déficience, d'utiliser seul un moyen de transport en commun pour se rendre sur son lieu de travail.

Art. 8. Quand le Fonds décide d'octroyer une prime d'insertion, il fixe le pourcentage d'intervention dans la rémunération payée par l'employeur équivalent à la perte objective de rendement du travailleur. Ce pourcentage est fixé après enquête réalisée par le Fonds, compte tenu notamment des indications et contre-indications professionnelles résultant des déficiences et des capacités du travailleur, des exigences du poste de travail et de l'avis du médecin du travail.

Art. 9. Quand le Fonds décide d'octroyer une prime d'installation, il fixe l'intervention à un pourcentage du revenu minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 conclue au sein du Conseil national du travail. Ce pourcentage est fixé après enquête réalisée par le Fonds, compte tenu des indications et contre-indications professionnelles résultant des déficiences et des capacités du demandeur, des exigences du travail envisagé, de la qualification professionnelle du demandeur et de la viabilité technique, économique et financière du projet.

Art. 10. L'intervention du Fonds dans l'adaptation d'un poste de travail couvre l'intégralité des frais réellement exposés. Si l'adaptation consiste en l'achat d'un matériel d'un type spécialement adapté pour le travailleur, l'intervention ne couvre que la différence entre le coût de ce type de matériel et celui du type standard.

Art. 11. Le Collège détermine les modalités et les conditions d'intervention du Fonds dans les mesures prévues au présent chapitre.

Art. 12. Le Collège fixe le nombre minimum de personnes handicapées qui doivent être occupées par l'administration de la Commission communautaire française et par les organismes d'intérêt public qui en dépendent.

CHAPITRE III. — De la mise au travail dans les entreprises de travail adapté

Art. 13. Les entreprises de travail adapté sont des entreprises destinées par priorité aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositifs régionaux ou communautaires d'intégration et qui, compte tenu de leurs capacités professionnelles, sont aptes à mener une activité professionnelle, mais ne peuvent l'exercer, provisoirement ou définitivement, dans des conditions habituelles de travail.

Art. 14. Les entreprises de travail adapté ont pour objectifs prioritaires :

1. d'assurer à toute personne handicapée un travail utile et rémunérateur;
2. de lui permettre de se perfectionner professionnellement et de valoriser ses compétences.

Art. 15. Les personnes handicapées occupées dans les entreprises de travail adapté sont engagées dans les liens d'un contrat de travail ou, si la gravité du handicap le justifie, d'un contrat d'adaptation professionnelle.

Art. 16. Les entreprises de travail adapté sont organisées de manière à tenir compte des capacités professionnelles de chaque personne handicapée qui y est occupée, notamment par une répartition adéquate des tâches et par une adaptation du rythme et des conditions de travail.

Art. 17. Les entreprises de travail adapté sont constituées sous forme d'associations sans but lucratif régies par la loi du 27 juin 1921.

Elles sont agréées par le Collège sur proposition du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 18. Le Collège fixe les conditions par lesquelles un agrément est accordé, prolongé ou retiré à une entreprise de travail adapté.

Aux fins visées aux articles 13 et 14, il fixe également les normes de fonctionnement, d'occupation et d'encadrement des travailleurs, d'infrastructure et de gestion auxquelles doivent satisfaire les entreprises de travail adapté.

Art. 19. Le Fonds octroie des subventions aux entreprises de travail adapté en matière :

1. d'infrastructures matérielles;
2. d'encadrement, d'accompagnement et de rémunération des travailleurs handicapés.

Les subventions tiennent compte, notamment, des capacités professionnelles de chaque travailleur handicapé déterminées par le Fonds en concertation avec les entreprises de travail adapté, ainsi que du nombre de travailleurs handicapés admis dans chaque entreprise.

Art. 20. Pour être agréées, les entreprises de travail adapté doivent s'engager à fournir au Fonds tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle et à se soumettre à son inspection.

CHAPITRE IV. — De la surveillance

Art. 21. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires du Fonds désignés par le Collège surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires peuvent dans l'exercice de leurs missions:

1. procéder à tous les examens, contrôles et enquêtes et recueillir toutes les informations qu'ils estiment nécessaires, notamment :

- a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2. dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Leur copie est notifiée aux intéressés dans les quatorze jours de la constatation.

Art. 22. Toute entrave mise à l'exécution des missions des fonctionnaires susvisés par des personnes ou des services bénéficiaires des dispositions du présent décret peut entraîner le retrait de l'agrément, du subventionnement ou des prestations.

La décision du Fonds est prise après qu'ils aient été invités à présenter leur défense.

Art. 23. Sans préjudice de l'application des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement, les personnes qui auront contrevenu aux dispositions des arrêtés pris en exécution du présent décret ou fait obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 24. Les articles 6, 10^o, 11^o, 12^o, 13^o, 15, 16 et 17 du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées sont abrogés.

Art. 25. A titre transitoire, les arrêtés d'exécution et les décisions réglementaires maintenus en vigueur ou pris en vertu du décret susmentionné restent en vigueur jusqu'au moment où ils seront abrogés par le Collège.

Art. 26. Le Collège peut remplacer les mots "Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" par "Commission communautaire française" après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 27. Le décret entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 janvier 1997.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique

VERTALING
FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 - 406

IC - 31046

23 JANUARI 1997 — Decreet tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces (1)

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op gehandicapten vallend onder de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 3. Het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces heeft als opdracht de tewerkstelling en professionele aanpassing van gehandicapten in een passende betrekking te bevorderen :

1. in de prive-ondernemingen;
2. in de openbare besturen;
3. als zelfstandige;
4. in de ondernemingen met aangepast werk.

Art. 4. Het globale proces van sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces omschrijft de verschillende vormen van inschakeling in het arbeidsproces die aan de gehandicapte worden voorgesteld en waarbij rekening wordt gehouden met diens beroeps capaciteiten en de tegemoetkomingen waarvan hij kan genieten.

HOOFDSTUK II. — *Tewerkstelling in privé-ondernemingen, openbare besturen en als zelfstandige*

Art. 5. Met het oog op de bevordering van de inschakeling van de gehandicapten in het arbeidsproces kan het Fonds overgaan tot :

1° a) de erkenning van een contract van professionele aanpassing tussen een gehandicapte en een werkgever;

b) de toekenning aan een werknemer van een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten die hij maakt om zich naar zijn werk te begeven;

2° a) de toekenning aan de werkgever van een tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten van de gehandicapte werknemer ter compensatie van diens rendementsverlies; die tegemoetkoming wordt ten laste genomen, hetzij krachtens de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 26 die gesloten werd op 15 oktober 1975 in de Nationale Arbeidsraad betreffende het loonpeil van de gehandicapten met normaal werk, hetzij in het raam van een beschikking vanwege het College met als titel "inschakelingspremie".

b) de toekenning van een "vestigingspremie" aan de gehandicapte die zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vestigt als zelfstandige of die zijn activiteit als zelfstandige herneemt na een onderbreking wegens een ongeval of ziekte en wiens rendementsverlies moet worden gecompenseerd;

c) de toekenning aan de werkgever van een tegemoetkoming in de kosten voor de aanpassing van de werkpost omwille van de deficiëntie van de werknemer om hetzij een gehandicapte aan te werven, hetzij de toegang van de werknemer tot een functie die meer in overeenstemming is met zijn capaciteiten te vergemakkelijken, hetzij een persoon die gehandicapt wordt aan het werk te houden.

Art. 6. De werknemer die een contract van professionele aanpassing heeft gesloten, heeft recht op een loon ten laste van de werkgever. Het Fonds vergoedt een deel van dat loon.

Het College stelt het loon vast.

Het College bepaalt de erkenningsvoorwaarden van het contract en maakt hiervan een model op.

Art. 7. De verplaatsingen van de werknemer kunnen slechts aanleiding geven tot een tegemoetkoming vanwege het Fonds indien de werknemer als gevolg van zijn deficiëntie onmogelijk autonoom gebruik kan maken van een openbaar vervoermiddel om zich naar zijn werk te begeven.

Art. 8. Wanneer het Fonds beslist om een inschakelingspremie toe te kennen, stelt het het percentage vast van de tegemoetkoming in het loon betaald door de werkgever. Dit percentage is gelijk aan het objectieve rendementsverlies van de werknemer en wordt vastgesteld na onderzoek door het Fonds, waarbij met name rekening wordt gehouden met de professionele indicaties en contra-indicaties die het gevolg zijn van de deficiënties en bekwaamheden van de werknemer, met de vereisten van de werkpost en met het advies van de arbeidsgeneesheer.

Art. 9. Wanneer het Fonds beslist om een vestigingspremie toe te kennen, stelt het de tegemoetkoming vast aan een percentage van het gemiddeld minimumloon zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 die gesloten is in de Nationale Arbeidsraad. Dit percentage wordt vastgesteld na onderzoek door het Fonds, waarbij met name rekening wordt gehouden met de professionele indicaties en contra-indicaties die het gevolg zijn van de deficiënties en bekwaamheden van de aanvrager, met de vereisten van het beoogde werk, de beroepsbekwaamheden van de aanvrager en met de technische, economische en financiële haalbaarheid van het project.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Document van de Raad. — Voorstel van decreet : 25 (1995-1996), nr.1

Gewone zitting 1996-1997.

Document van de Raad. — Verslag : 25 (1996-1997), nr.2.

Integraal verslag. — Bespreking : Zitting van 20 december 1996. — Aanneming : Zitting van 13 januari 1997.

Art. 10. De tegemoetkoming van het Fonds in de aanpassing van een werkpost dekt alle werkelijk gemaakte kosten. Indien de aanpassing bestaat in de aanschaf van een bepaald soort aangepast materieel voor de werknemer, dan dekt de tegemoetkoming alleen het verschil tussen de kostprijs van dat soort materieel en die van het standaardmaterieel.

Art. 11. Het College bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden voor de tegemoetkoming van het Fonds in de maatregelen die zijn voorzien in dit hoofdstuk.

Art. 12. Het College stelt het minimumaantal gehandicapten vast dat moet worden aangeworven door het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie en door de instellingen van openbaar nut die daarvan afhangen.

HOOFDSTUK III. — *Tewerkstelling in de ondernemingen met aangepast werk*

Art. 13. De ondernemingen met aangepast werk zijn ondernemingen die zich bij voorkeur richten tot gehandicapten die zijn aangenomen volgens de gewestelijke of gemeenschapsbepalingen betreffende integratie en die, rekening houdend met hun beroeps capaciteiten, geschikt zijn om een beroepsactiviteit uit te oefenen, doch voorlopig noch definitief onder normale werkomstandigheden.

Art. 14. De ondernemingen met aangepast werk hebben als voornaamste doelstellingen :

1. elke gehandicapte nuttig en bezoldigd werk te verschaffen;
2. de gehandicapte de mogelijkheid geven om zich op beroepsvlak te vervolmaken en zijn bekwaamheden op te waarderen.

Art. 15. De gehandicapten die werkzaam zijn in een onderneming met aangepast werk worden aangeworven via een arbeidscontract of, indien de ernst van de handicap dit rechtvaardigt, via een contract van professionele aanpassing.

Art. 16. De ondernemingen met aangepast werk worden zodanig ingericht dat rekening wordt gehouden met de beroeps capaciteiten van elke gehandicapte die er tewerkgesteld is, met name door een adequate verdeling van de taken en door een aanpassing van het werkrime en de arbeidsomstandigheden.

Art. 17. De ondernemingen met aangepast werk worden opgericht onder de vorm van verenigingen zonder winst oogmerk vallend onder de wet van 27 juni 1921.

Ze worden door het College erkend op voordracht van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 18. Het College stelt de voorwaarden vast waaronder een erkenning van een onderneming met aangepast werk wordt toegekend, verlengd of ingetrokken.

Naast de doelstellingen bedoeld in de artikelen 13 en 14 bepaalt het College eveneens de normen inzake werking, bezetting en omkadering van de werknemers, infrastructuur en beheer waaraan de ondernemingen met aangepast werk moeten voldoen.

Art. 19. Het Fonds kent subsidies toe aan de ondernemingen met aangepast werk voor :

1. materiële infrastructuur;
2. omkadering, begeleiding en bezoldiging van de gehandicapte werknemers.

De subsidies houden meer bepaald rekening met de beroeps capaciteiten van elke gehandicapte werknemer zoals die zijn vastgesteld door het Fonds in overleg met de ondernemingen met aangepast werk, alsmede met het aantal gehandicapte werknemers die in elke onderneming zijn aangeworven.

Art. 20. Om te worden erkend moeten de ondernemingen met aangepast werk aan het Fonds alle bewijsstukken bezorgen die vereist zijn voor de uitoefening van de controle en zich onderwerpen aan inspectie.

HOOFDSTUK IV. — *Toezicht*

Art. 21. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, zien de ambtenaren van het Fonds die door het College zijn aangesteld toe op de uitvoering van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Die ambtenaren kunnen in de uitoefening van hun opdrachten :

1. overgaan tot elk onderzoek, controle en navraag en tot de inzameling van alle gegevens die ze nuttig achten, namelijk :

- a) elkeen ondervragen over feiten waarvan de kennisname nuttig is bij de uitoefening van het toezicht;
- b) elk document opvragen of opzoeken dat nuttig is voor het volbrengen van hun opdracht, daarvan een afschrift maken of het meenemen tegen een ontvangstbewijs;

2. processen-verbaal van bevinding opmaken die gelden tot tegenbewijs is geleverd;

Een afschrift ervan wordt betekend aan de betrokkenen binnen de veertien dagen na de bevinding.

Art. 22. Elke belemmering bij de uitoefening van de opdrachten van de voornoemde ambtenaren door personen of diensten die genieten van de bepalingen van dit decreet kan leiden tot de intrekking van de erkenning, subsidie of prestaties.

Het Fonds neemt zijn beslissing nadat ze verzocht werden om zich te verdedigen.

Art. 23. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zullen worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een boete van 500 tot 1 000 frank of met één van beide straffen alleen, de personen die de bepalingen van de besluiten die zijn genomen in uitvoering van dit decreet hebben overtreden of die het toezicht dat is ingesteld krachtens dit decreet hebben belemmerd.

HOOFDSTUK V. — *Slopbepalingen*

Art. 24. De artikelen 6, 10^o, 11^o, 12^o, 13^o, 15, 16 en 17 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces worden opgeheven.

Art. 25. De uitvoeringsbesluiten en de reglementaire beslissingen die van kracht blijven of die genomen zijn krachtens het voornoemd decreet blijven ten voorlopigen titel gelden tot het tijdstip waarop ze door het College worden opgeheven.

Art. 26. Het College mag de woorden "Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces" vervangen door "Franse Gemeenschapscommissie" na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1997.

Verklaren dit decreet, bevelen dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.
Brussel, 23 januari 1997.

H. HASQUIN,

Voorzitter van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Begroting,
de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest; alsmede met de Internationale betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs,
Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[97/11069]

7 FEVRIER 1997. — Arrêté ministériel portant nomination de membres du Comité socio-économique pour la Distribution

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales, modifiée par la loi du 9 juillet 1976, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1975 déterminant la composition du Comité socio-économique pour la Distribution,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont nommés membres effectifs du Comité socio-économique pour la Distribution pour une période de quatre ans :

MM. Van Biesbroeck, Marc, conseiller-chef de service et Persoons, Dirk, secrétaire d'administration.

Art. 2. Sont nommés membres suppléants du Comité socio-économique pour la Distribution pour une période de quatre ans :

MM. Broutout, Christian, conseiller adjoint et Marien, Luc, inspecteur principal.

Art. 3. Le secrétariat du Comité socio-économique pour la Distribution est assuré par M. Van Biesbroeck, Marc, précité.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 février 1997.

E. DI RUPO

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/11069]

7 FEBRUARI 1997. — Ministerieel besluit houdende benoeming van leden van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen, gewijzigd door de wet van 9 juli 1976, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1975 houdende samenstelling van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie,

Besluit :

Artikel 1. Worden tot werkende leden van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie benoemd voor een periode van vier jaar :

De heren Van Biesbroeck, Marc, adviseur-hoofd van dienst en Persoons, Dirk, bestuurssecretaris.

Art. 2. Worden tot plaatsvervangende leden van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie benoemd voor een periode van vier jaar :

De heren Broutout, Christian, adjunct-adviseur en Marien, Luc, eerst-aanwezende inspecteur.

Art. 3. Het secretariaat van het Sociaal-Economisch Comité voor de Distributie zal worden waargenomen door de heer Van Biesbroeck, Marc, voornoemd.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 7 februari 1997.

E. DI RUPO